

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1888-1889.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE NOVEMBRE.

FEUILLETON AU 10 DÉCEMBRE 1888.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 4029. | Par pétition datée de Londres, le 4 août 1888,
La dame Schvenheim, à Londres, demande que son
mari, détenu à la prison de Louvain, soit autorisé à
recevoir, à ses frais, les soins d'un médecin spécialiste.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 2. | 4030. | Par pétition datée de Saint-Amand, le 10 juillet 1888,
Le sieur Debry, à Saint-Amand lez-Fleurus, demande
un subside ou un secours.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et
de l'Instruction publique.</i> |
| 3. | 4031.
4070.
4091. | Par pétition datée de Briemont, le 24 juin 1888,
Le sieur Nicolas Ballau, à Briemont, demande un
secours.
Même demande du sieur Michaux, à Herve, et de
la dame Harlmann, veuve d'un ancien combattant
de 1830, à Virton.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et
de l'Instruction publique.</i> |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 4. | 4032. | <p>Par pétition datée de Harsin, le 16 juin 1888,</p> <p>Des conseillers communaux de Harsin demandent la reprise, par l'État, du chemin de communication de Grupont vers Nassogne, Harsin, Roy et Rendeux.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p> |
| 5. | 4033. | <p>Par pétition datée de Glabais, le 1^{er} août 1888,</p> <p>Le sieur Bourgeois, à Glabais, demande qu'un procès-verbal soit dressé à charge d'un habitant de cette localité du chef d'attentat aux mœurs.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 6. | 4038. | <p>Par pétition datée de Namur, le 31 mai 1888,</p> <p>Le sieur Stiénon, à Namur, demande l'autorisation de créer un organe commercial officiel, renseignant les noms des débiteurs de mauvaise foi.</p> <p><i>DÉCISION : Ordre du jour.</i></p> |
| 7. | 4036. | <p>Par pétition datée de Bellaire,</p> <p>Des habitants de Bellaire réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir une prompte décision dans le choix du fusil destiné au nouvel armement de l'infanterie de l'armée.</p> <p>Même demande d'habitants de localités non dénommées.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 8. | 4038. | <p>Par pétition datée de Dinant, le 1^{er} mai 1888,</p> <p>Le président de la « Chambre des Notaires de l'arrondissement de Dinant » prie la Chambre de restreindre, par une loi spéciale, la compétence des greffiers et des huissiers en matière de ventes mobilières, aux ventes publiques au comptant.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 9. | 4039. | <p>Par pétition datée de Louvain, le 6 mai 1888,</p> <p>Le sieur Goossens, détenu à la maison centrale pénitentiaire de Louvain, demande à pouvoir interjeter appel du jugement prononcé contre lui par le conseil de guerre de Mons.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |

- | Numéros
du
feuillet. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|----------------------------|--|--|
| 10. | 4042. | <p>Par pétition datée de Rendeux, le 21 mai 1888,</p> <p>Des conseillers communaux de Rendeux demandent la reprise, par l'État, des chemins de grande communication de Rendeux à Grupont et de Rendeux à Wyompont.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p> |
| 11. | 4043. | <p>Par pétition datée d'Anderlecht, le 16 mai 1888,</p> <p>Le conseil communal et des habitants d'Anderlecht réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir la transformation de la station de Cureghem en gare de marchandises à expédier par tarif III.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i></p> |
| 12. | 4044. | <p>Par pétition datée de Forges, le 27 mai 1888,</p> <p>Le conseil communal de Forges demande la reprise, par l'État, du chemin de grande communication de Bourlers à Momignies.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p> |
| 13. | 4045. | <p>Par pétition datée de Quaregnon, le 15 juin 1888,</p> <p>Le sieur Hantson, à Quaregnon, se plaint d'un abus commis par le bureau de bienfaisance de cette localité et en demande la répression.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 14. | 4047. | <p>Par pétition datée de Wasmes, le 7 août 1888,</p> <p>La veuve Scheller, à Wasmes, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une prompt solution au procès qu'elle a intenté au « charbonnage du Grand-Buisson ».</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p> |
| 15. | 4049. | <p>Par pétition datée de Schuyffers-Kapelle, le 5 juin 1888,</p> <p>Le sieur De Jonghe, à Schuyffers-Kapelle, se plaint</p> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

de ce qu'un garde champêtre de cette localité exerce le commerce de boucher.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

- | | | |
|-----|-------|--|
| 16. | 4050. | <p>Par pétition datée de Vivegnis,</p> <p>Le conseil communal de Vivegnis demande que cette commune soit indemnisée du chef du dommage que lui causera l'établissement du fort de Pontisse.</p> <p><i>DÉCISION : La commission, attendu qu'elle a été informée que d'autres pétitions ayant le même objet seront adressées à la Chambre, décide de remettre sa décision.</i></p> |
| 17. | 4051. | <p>Par pétition datée de Wavre, le 25 septembre 1888,</p> <p>Le sieur De Ferrière, à Wavre, demande que les négociants faillis soient réhabilités dans leurs droits civils et politiques, à l'exclusion des faillis frauduleux.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 18. | 4055. | <p>Par pétition datée de Gilly, le 19 octobre 1888,</p> <p>Des ouvriers mineurs de Gilly réclament l'intervention de la Chambre afin d'obtenir une amélioration dans leur situation et notamment au point de vue de la pension.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p> |
| 19. | 4056. | <p>Par pétition datée de Baileux, le 19 août 1888,</p> <p>Le sieur Leurquin, à Baileux, se plaint des agissements d'un notaire de Chimay.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 20. | 4057. | <p>Par pétition datée de Paturages, le 12 octobre 1888,</p> <p>Le sieur Simon, à Paturages, demande une rectification au rôle des contributions directes.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 21. | 4059. | <p>Par pétition datée de Bois-de-Villers, le 14 octobre 1888,</p> <p>L'administration communale de Bois-de-Villers</p> |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

proteste contre l'établissement d'un chemin de fer vicinal de Namur à Fosses par Buzet.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

22. 4060. Par pétition datée d'Ypres, le 3 novembre 1888,
Le sieur Wolff, à Ypres, demande l'institution d'une caisse de pension en faveur des veuves et orphelins des militaires pensionnés.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

23. 4061. Par pétition datée de Chatelineau, le 9 août 1888,
Le conseil communal de Chatelineau réclame la revision de l'article 47 de la Constitution, pour l'extension du droit de suffrage et de l'article 56 *in fine*, en ce qui concerne la question d'âge et celle du cens requis pour l'éligibilité.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

24. 4062. Par pétition datée de Chatelineau, le 9 août 1888,
Le conseil communal de Chatelineau prie la Chambre de voter une loi d'amnistie en faveur des personnes condamnées à la suite des grèves de 1886.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

25. 4064. Par pétition datée de Bouge lez-Namur, le 4 novembre 1888,

Des maréchaux ferrants de Bouge lez-Namur se plaignent de la concurrence qui leur est faite par les maréchaux ferrants militaires et réclament des mesures tendant à remédier à cet état de choses.

Même demande des maréchaux ferrants de Mons et des environs, d'Anvers et des communes limitrophes, de Bruges et des environs, de Liège, Ypres, Gand et des communes limitrophes.

CONCLUSIONS : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre avec prière d'un prompt examen.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

26.

4065.

Par pétition datée de Saint-Léger, le 17 septembre 1888,

Le sieur Dupont, à Saint-Léger, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le remboursement de la somme qu'il a abusivement versée pour le remplacement de son second fils.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

27.

4067.

Par pétition datée de Puers, le 11 novembre 1888,

Des bouchers de Puers se plaignent de la concurrence qui leur est faite par certains cultivateurs et réclament des mesures propres à remédier à cet état de choses.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

28.

4068.

Par pétition datée d'Ichteghem, le 4 novembre 1888,

Le sieur Vereyck, instituteur en chef de l'école libre adoptée d'Ichteghem, demande que la loi du 16 mai 1876 soit modifiée de telle manière que les instituteurs qui ont participé pendant au moins cinq ans à la caisse de prévoyance soient admis à rentrer dans leurs droits à la pension avec faculté — pour les instituteurs en disponibilité — de continuer leurs versements à la caisse des veuves et orphelins.

Même demande d'instituteurs d'Evergem, Hamme, Erps-Querbs, Lokeren.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

29.

4069.

Par pétition datée d'Ensival, le 11 novembre 1888,

Le sieur Deruisseau, garde champêtre, à Ensival, demande la création d'une caisse de pension en faveur des fonctionnaires et agents de la police.

Même demande de gardes champêtres de Lambertmont, Ensival, Pepinster, Cornesse, Wegnez.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, avec prière d'un bienveillant examen.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 30. | 4071. | <p>Par pétition datée de Waremme,
Des facteurs des postes de Waremme demandent une amélioration de position.</p> <p>Même demande de facteurs ruraux de Saint-Gérard, Moorslede, Passchendaele, La Hulpe, Fexhe-le-Haut-Clocher, Celles, et de localités non dénommées.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i></p> |
| 31. | 4072. | <p>Par pétition datée de Hingene,
Des habitants de Hingene demandent l'abolition du tirage au sort et la création d'une armée de volontaires.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 32. | 4076. | <p>Par pétition datée de Barvaux, le 15 novembre 1888,
Le sieur Gillard, à Barvaux, se plaint de ce que ses deux fils aient été illégalement incorporés dans l'armée.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre, avec prière d'un prompt examen.</i></p> |
| 33. | 4079. | <p>Par pétition datée de Waillet, le 13 novembre 1888,
Le sieur Baltus, ancien instituteur communal, à Foy, prie la Chambre de voter une loi réintégrant les anciens instituteurs communaux dans leurs droits à la pension.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 34. | 4080. | <p>Par pétition datée de Schaerbeek, le 12 novembre 1888,
Le sieur Forton, à Schaerbeek, se plaint itérativement de n'avoir pas reçu du Gouvernement une réponse à sa demande en revendication de droits dans une succession.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 35. | 4086. | <p>Par pétition sans date,
Des brigadiers et gardes forestiers de diverses localités demandent une amélioration de position.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

36.

4087.

Par pétition datée de Westende, le 13 novembre 1888,

La dame Olliewz, à Westende, veuve d'un combattant de 1830, se plaint de ne point recevoir la pension à laquelle elle a droit.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique et recommandé à son bienveillant examen.

37.

4088.

Par pétition datée d'Ypres, le 17 novembre 1888,

Les président et secrétaire du « Cercle commercial d'Ypres » demandent le prompt achèvement du canal de jonction de la Lys et de l'Yperlée et réclament l'intervention de l'État dans les travaux d'agrandissement de la gare de cette ville.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

38.

4089.

Par pétition datée de Verviers, le 19 novembre 1888,

Les membres du comité de la « Société Bertho », à Verviers, prient la Chambre de voter une loi fixant une date pour la liquidation de la succession de Jean-Joseph Bertho.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

39.

4093.

Par pétition datée de Sinay (Waas), le 20 novembre 1888,

Les époux Leenheer, à Sinay (Waas), réclament l'intervention de la Chambre pour que leur fils puisse éventuellement bénéficier de la loi sur la libération conditionnelle.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

40.

4094.

Par pétition datée de Mons, le 21 novembre 1888,

Le notaire Fauconnier, à Mons, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir — en faveur d'un ouvrier indigent — le paiement de quatre coupons prescrits de titres 4 p. % Belge.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

41.

4095.

Par pétition datée d'Alost, le 6 juin 1888,

Le sieur De Cock, à Alost, demande que la loi

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

établissant un droit d'entrée sur le bétail soit rapportée.

Même demande d'hôteliers, restaurateurs et cafetiers d'Anvers, Arlon, Blankenberghe, Bonsecours, Bouillon, Braine-l'Alleud, Bruges, Bruxelles, Charleroi, Chatelet, Chatelineau, Chênée, Courcelles, Dinant, Gand, Gilly, Heyst-sur-Mer, Jemappes, Lichtervelde, Liège, Lierre, Malines, Marchin, Ostende, Rance, Renaix, Roulers, Saint-Nicolas, Soignies, Spa, Tamise, Tournai, Verviers et Ypres, et de localités non dénommées.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

42. 4100. Par pétition datée de Gand,
Des huissiers de Gand demandent à pouvoir instruire dans le canton de Ledeborg, qui serait éventuellement créé.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

43. 4102. Par pétition datée de Kemseke, le 24 novembre 1888,
La demoiselle De Grave, institutrice, à Kemseke, prie la Chambre de modifier la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

44. 4103. Par pétition datée de Curange, le 23 novembre 1888,
Le sieur Jans, à Curange, se plaint de ce qu'un éclusier de cette localité exerce la profession de cabaretier.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

45. 4105. Par pétition datée de Bornival, le 23 novembre 1888,
Le sieur François, à Bornival, se plaint d'être victime de poursuites judiciaires illégales.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

46. 4106. Par pétition datée de Loonbeek, le 23 novembre 1888,
Des habitants de Loonbeek demandent le raccorde-

Numéros
du
feuilleton. Numéros
du registre des
pétitions.

ment du chemin de fer de Bruxelles-Tervueren à la ligne du Grand Central.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

47. 4108. Par pétition datée de Liège, le 22 novembre 1888,
Des membres de l'enseignement libre de la ville de Liège demandent le remboursement des sommes qu'ils ont versées à la caisse des pensions pendant les années qu'ils ont passées dans l'enseignement officiel.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, avec demande d'un bienveillant examen.

48. 4115. Par pétition datée de Lierre, le 18 novembre 1888,
Les président et secrétaire du « Cercle des capacités », à Lierre, proposent des mesures propres à garantir les droits des prévenus en matière judiciaire.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

49. 4121. Par pétition sans date,
Les président et secrétaire de l'« Association patriotique nationale d'anciens officiers et sous-officiers » demandent l'établissement du service personnel obligatoire.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

50. 4126. Par pétition datée d'Ypres, le 27 novembre 1888,
La dame Schelle, à Ypres, sollicite, pour son mari, une augmentation de pension.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

51. 4136. Par pétition datée de Lauwe, le 25 novembre 1888,
Le sieur Declerck, à Lauwe, se plaint de ne point obtenir, du bureau de bienfaisance, le secours que sa situation réclame.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

